

**[Nom du Fonds ou Programme Conjoint]  
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR  
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME<sup>1</sup>  
PERIODE DU RAPPORT: 1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2019**

<p><b>Titre du Programme et Référence du Projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Titre du Programme: MICS 6</li> <li>• Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>)</li> <li>• Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:<sup>3</sup></li> </ul>	<p><b>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques<sup>2</sup></b></p> <p>(<i>le cas échéant</i>) Pays/Localité</p> <p>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</p>
<p><b>Organisation(s) Participante(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme</li> </ul>	<p><b>Partenaires de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales.</li> </ul>
<p><b>Budget du Programme/Projet (US\$)</b></p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet: 1,050,483</p> <p>Contribution du Fonds<sup>4</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Par agence (le cas échéant)</i></li> </ul> <p>Contribution de(s) agence(s) (UNICEF) 800,000</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Par agence (le cas échéant)</i></li> </ul> <p>Contribution du Gouvernement (<i>le cas échéant</i>) 50,000</p> <p>Autres Contributions [donateur(s)] UNFPA 50,000 (<i>le cas échéant</i>)</p> <p><b>TOTAL:</b> 1,950,483</p>	<p><b>Durée du Programme (mois)</b></p> <p>Durée totale (<i>mois</i>)</p> <p>Date de démarrage<sup>5</sup> (<i>dd.mm.yyyy</i>) 01/10/2018</p> <p>Date de clôture originale<sup>6</sup> (<i>dd.mm.yyyy</i>) 30/06/2019</p> <p>Date de clôture actuelle<sup>7</sup>(<i>dd.mm.yyyy</i>) 30/10/2020</p>
<p><b>Évaluation du Programme</b></p> <p>Evaluation - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p> <p>Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p>	<p><b>Soumis par:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nom: Christine, Muhigana</li> <li>○ Titre: Représentante</li> <li>○ Organisation Participante (“Lead Agency”):</li> <li>○ Adresse e-mail: cmuhigana@unicef.org</li> </ul>

<sup>1</sup> Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

<sup>2</sup> *Résultats Stratégiques*, tels que formulés dans le Cadre de planification stratégique (de l’ONU) (p. ex. UNDAF) ou document du projet;

<sup>3</sup> Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé “Project ID” sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

<sup>4</sup> La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

<sup>5</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu’Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du [Bureau MPTF \(MPTF Office GATEWAY\)](#)

<sup>6</sup> Tel qu’approuvé sur le document de projet originale par l’organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

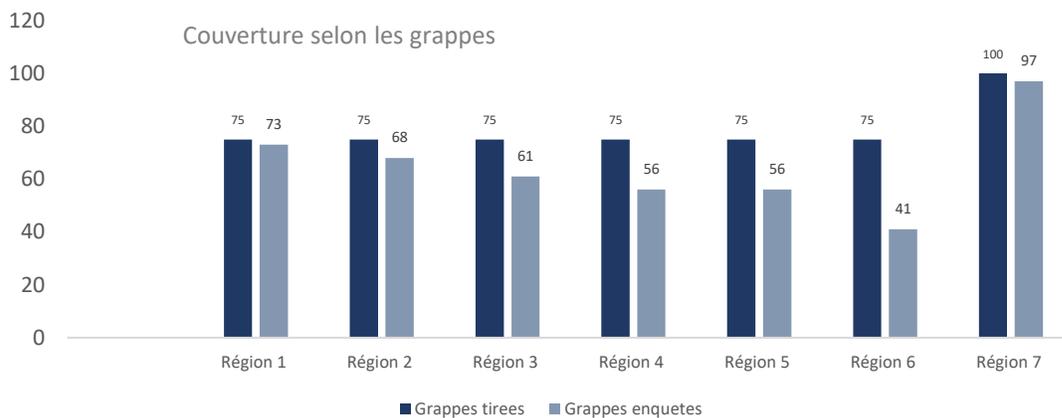
<sup>7</sup> Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n’est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l’Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

## FORMAT DU RAPPORT DESCRIPTIF

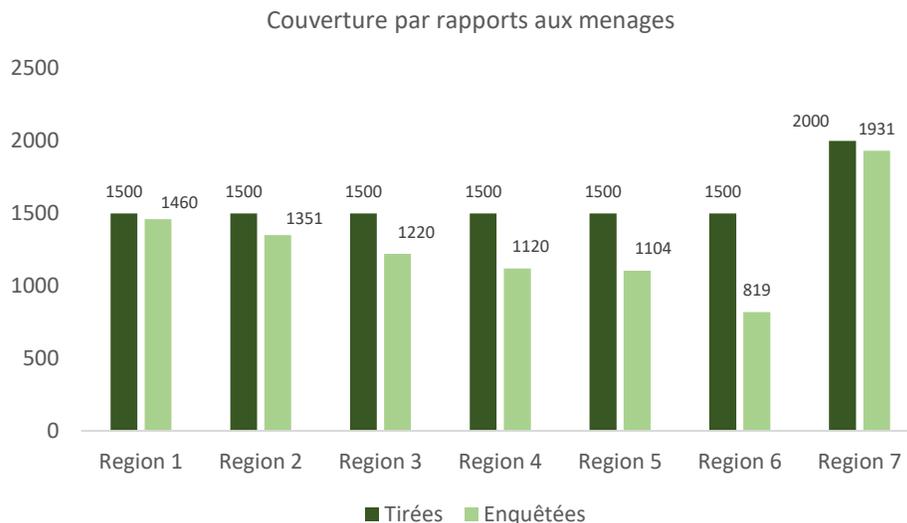
### RÉSUMÉ

*Dans ¼ à ½ page, résumez les accomplissements les plus importants du Programme au cours de la période considérée et les éléments clés de votre rapport détaillé ci-dessous. A l'intérieur de ce résumé, veuillez souligner les éléments du rapport que vous considérez comme les plus importants à fin d'être inclus dans le rapport annuel consolidé du Bureau MPTF.*

- (1) Sur la période du rapport, la principale réalisation a été la finalisation de **la collecte des données d'enquête sur le terrain**. Il s'agit là d'un progrès significatif compte tenu des contraintes et des défis anticipés ou rencontrés dans la pratique.
- (2) Sur un total de 550 grappes sélectionnées lors du tirage de l'échantillon initial, 452 grappes ont été couvertes soit un taux de couverture globale de 82%. Le graphique ci-dessous résume les résultats selon les différentes régions. Les extrêmes sont respectivement la région 7 (Bangui) : 97/100 ou 97% et la région 6 (Basse-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou) : 41/75 ou 55%. Il y avait déjà une déperdition à la phase de la cartographie en raison du fait que des grappes tirées n'existaient plus (destruction, déplacement des populations etc.).



- (3) Par rapport à la couverture selon les ménages, le nombre total de ménage couvert est de 9,005 ménages sur les 11,000 que compte l'échantillon. Le graphique ci-dessous confirme la tendance observée précédemment.



- (4) La seconde réalisation est la finalisation de **l'édition secondaire des données**. Cette phase qui fait partie intégrante du processus d'apurement des données a permis de mettre en lumière certaines incohérences et de les adresser lorsque cela est possible ou à défaut de les documenter dans un dictionnaire afin d'aider au cours des autres étapes à faire les redressements qui s'imposent. Les incohérences les plus récurrentes rencontrées ont été traitées conformément aux directives.

## I. Objectifs

*Veillez fournir les objectifs principaux et les résultats attendus du programme en relation avec le cadre de planification stratégique des Nations unies approprié (p. ex. l'UNDAF) ainsi que le document de projet (le cas échéant) ou le plan de travail annuel (PTA).*

- (5) L'enquête MICS est conduite comme une réponse aux besoins de données pour permettre au Gouvernement et aux acteurs nationaux de prendre des décisions pour la planification des actions en faveur des populations. Il s'agit de disposer de données fiables au niveau national et régional pour la prise de décision stratégique. Cela comprend la disponibilité des données de base pour les ODDs en RCA, les indicateurs pour mesurer les progrès à mi-parcours du RCPCA et d'autres politiques sectorielles pertinentes. En le faisant, la MICS contribue ainsi au pilier 2 du RCPCA (le renouvellement du contrat social) sur lequel est aligné l'axe stratégique 2 de UNDAF (Le bien-être et l'équité). Les résultats offrent en même temps l'opportunité aux acteurs nationaux et à leurs partenaires : (i) De constituer une base solide de dialogue entre le Gouvernement, la société civile et les partenaires techniques et financiers autour de l'agenda des ODDs au niveau national ; (ii) De servir de référentiels pour accélérer les progrès vers l'atteinte des résultats du RCPCA en identifiant les progrès dans des domaines spécifiques ; (iii) de répondre au gap de données pour orienter la planification sectorielle notamment dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de la justice, de la protection de l'enfant, du genre etc. ; et (iv) de servir d'alerte pour susciter des études additionnelles afin d'approfondir les recherches sur des thématiques spécifiques pour mieux comprendre les causes des problèmes et les goulots d'étranglement qui limitent les progrès.
- (6) Dans le RCPCA, le Gouvernement s'était en effet engagé à ce que le suivi des résultats et des progrès soit utilisé pour éclairer les prises de décisions, communiquer les résultats aux citoyens et mesurer les perceptions. Il devrait aussi servir à mettre en place un cycle itératif entre l'Etat et les citoyens. Sur la base d'un nombre restreint d'indicateurs, le tableau de bord de suivi du RCPCA devrait citer des statistiques fiables démontrant les résultats tangibles au bénéfice des citoyens, ainsi que des indicateurs mesurant les perceptions de ces derniers. Ces indicateurs doivent être mesurés régulièrement pendant la mise en œuvre du RCPCA afin de mettre en relief les tendances dans le temps et, dans la mesure du possible, devraient être alignés avec les indicateurs des Objectifs de Développement Durable (ODD) afin d'éviter la multiplication des cadres de suivis. C'est exactement à ce besoin que répond la MICS.

## II. Résultats

*Cette section est la plus importante dans le rapport et une attention particulière doit être accordée à la présentation des résultats / et les changements qui ont eu lieu plutôt qu'aux activités. Elle est composée de trois parties à fin d'aider à capturer ces informations de différentes manières (i. Section descriptive ; ii Évaluation axée sur les indicateurs de performance ; et iii) Une illustration narrative spécifique).*

### • Rapport descriptif des résultats :

De janvier à décembre 2019, veuillez répondre aux questions d'orientation indiquées ci-dessous pour fournir un compte rendu succinct des résultats obtenus. Le but ici est de raconter **l'histoire du changement** que votre programme a atteint en 2019. Il faudra aussi faire référence au mécanisme de mise en œuvre utilisé ainsi qu'aux partenariats stratégiques.

- (7) Comme préconisé par la méthodologie de travail observée depuis la mise en œuvre des opérations de terrain, **les activités de plaidoyer et de mobilisation sociale** ont continué à se poursuivre et étaient planifiées de façon séquentielles afin de précéder systématiquement les opérations de collecte proprement dites. Cette sensibilisation organisée au niveau terrain ciblait en premier ressort les entités décentralisées et en partie les mairies qui sont au cœur du dispositif. Les maires ont aidé dans la démultiplication des messages à tous les échelons jusqu'aux chefs de villages et quartiers. Cette approche a favorisé l'adhésion et la pleine participation des communautés à la base.
- (8) Dans les zones avec une situation sécuritaire critique, **la sensibilisation** a aidé à rassurer non seulement les populations mais aussi les enquêteurs qui craignaient pour leur propre sécurité. D'une manière générale et à l'échelle du pays, la sensibilisation a été capitale. En effet, l'équipe technique avait anticipé une certaine probabilité de refus des ménages sélectionnés de se faire enquêter. Cela serait le fait de ce qu'il est convenu d'appeler « la fatigue des répondants » qui est essentiellement due au fait que certains ménages ont déjà fait l'objet d'enquêtes similaires dans un passé très récent. La plupart de ces types d'enquêtes créent des attentes dans la communauté ce qui fait que lorsque les effets ne se font pas suivre, les communautés sont gagnées par le découragement. Une autre raison de refus aurait également pu être le fort sentiment communautaire clivé entre religions. Pour juguler cela, la stratégie de sensibilisation de proximité utilisant tous les créneaux formels et non-formels et parfois basés sur des organisations à assise communautaire associée aux critères de choix des enquêteurs pour tenir compte des sensibilités religieuses a permis de limiter drastiquement l'occurrence de refus éventuels.
- (9) En 2019, **les opérations de collecte des données** ont continué à être menées en suivant une progression par vague qui a été adoptée depuis le début de l'enquête. Après Bangui, la **seconde phase** a porté sur les préfectures de l'Ombella-Mpoko de la Lobaye, de la Sangha M'Baere, de la Mambere-Kadei et de la Nana- Mambere. **La troisième** phase a eu lieu dans les préfectures de l'Ouham, Ouham-Pende, Kemo, Ouaka et Nana Grebizi. La quatrième phase portait sur les préfectures de la Haute-Kotto, de la Basse-Kotto, du Mbomou, du Haut-Mbomou, de la Vakaga et de la Bamingui- Bangora.



- (10) Au cours de cette différentes phases de déploiement, la stratégie de supervision utilisée était basée sur une approche de proximité. Au sens de cette chaque équipe de supervision avait à charge en moyenne cinq équipes de collecte, et des réaménagements ont été faits dans le plan de déploiement pour faciliter la proximité des équipes de collecte et faciliter la supervision.
- (11) **La supervision de l'enquête** était organisée dans le but de s'assurer du bon déroulement de la collecte sur le terrain. Deux approches de supervision ont été mis en place : (i) La supervision de l'équipe technique appuyée par certains cadres de l'ICASEES et (ii) celle de l'équipe de l'UNICEF y compris le consultant MICS. Chaque équipe de supervision était composée d'un superviseur pour le volet enquête ménage et un autre superviseur pour le test de la qualité de l'eau.

(12) Afin de maximiser les chances de trouver des ménages en place lors des passages des enquêteurs dans les zones potentiellement instables, les travaux de cartographie et de dénombrement des ménages ont été délibérément planifiés de sorte à faire en sorte de rapprocher le maximum possible la collecte de la fin de ces travaux. Ainsi la cartographie s'est achevée dans les régions 5 et 6 le 19 juin 2019. Malgré cette précaution la détérioration de la situation sécuritaire qui s'est matérialisée par le braquage des équipes dans la Bamingui-Bangora et des violences intercommunautaires dans la Vakaga qui ont duré jusqu'en Novembre 2019 avec pour conséquences indéniables en termes de déplacement de populations. Après ces incidents, une évaluation de la situation a permis de relancer la collecte de données de rattrapage pour les grappes non couvertes de Bamingui Bangora et Vakaga du 10 au 25 Novembre. Le déploiement des équipes sur le terrain a nécessité qu'un avion privé soit affrété. Finalement, ce sont 18 grappes et 13 grappes qui ont été rattrapées dans ces deux préfectures.

• **Veillez décrire tous retards dans la mise en œuvre, les défis, les leçons apprises et les meilleures pratiques :**

*Au cas où il y a eu des retards, expliquer la nature des contraintes et des défis, des mesures prises pour atténuer les retards dans l'avenir et les leçons apprises au cours du processus. Veuillez fournir une analyse actualisée des risques (Est-ce qu'aucun des risques identifiés lors de la conception du projet a été matérialisé ou modifié ? Y a-t-il de nouveaux risques ?). Y a-t-il eu des révisions programmatiques menées au cours de la période considérée ? Veillez inclure des expériences d'échec, qui sont souvent la source la plus riche des leçons apprises.*

(13) **L'analyse des facteurs de risque associés** à la mise œuvre d'une enquête ménage dans des contextes de crise et post-crise avait été faite préalablement et a permis d'identifier un certain nombre de facteurs de risques que la pratique a permis de corroborer ou d'infirmer.

(14) L'un des principaux défis était lié aux conditions sécuritaires pour **l'accès à l'ensemble des aires de dénombrement sélectionnées** dans le cadre de la MICS 6. Cette préoccupation porte non seulement sur la sécurité du personnel de l'enquête mais aussi sur le matériel déployé à cet effet. Ce risque s'est révélé effectif tant au cours des travaux de cartographie que lors de la collecte proprement dite. A Obo, une équipe de cartographie a essuyé une attaque alors qu'elle se rendait à moto dans l'une des grappes. Le conducteur de la moto a trouvé la mort dans cette attaque. Les équipes qui se rendaient par voie routière dans les chefs-lieux de la Vakaga (Birao) et de la Bamingui Bangoran (Ndele) ont été braquées à 12km de Kaga-Bandoro sur l'axe menant vers Grevai. En plus du traumatisme physique et psychologique subi, ces équipes ont perdu d'importants effets personnels de même que le matériel de l'enquête dont 15 tablettes. Cette situation n'a pas permis à ce jour de réaliser la collecte dans ces deux préfectures.

(15) Au démarrage de l'enquête le **bouclage du budget** avait été identifié comme un autre défi majeur. En particulier compte tenu du gap entre le montant effectivement mobilisé en comparaison des annonces qui ont servi à faire le document de budget, l'enquête a démarré avec un gap de plus de USD 200,000. Cela se rapporte essentiellement à un financement escompté d'une valeur de USD 250,000 qui aurait été disponible dans le pays et qu'il était initialement possible de réorienter vers la MICS. Ce financement ne s'est pas matérialisé mais un autre d'une valeur USD 50,000 a été reçu du projet PASS/SENI. La dissociation de l'enquête de base avec le volet de l'enquête portant sur les biomarqueurs (VIH, Anémie, Parasitémie) a occasionné une augmentation du budget de l'enquête. Ce gap est quant à lui lié essentiellement au coût opérationnels (déploiement des équipes sur le terrain), à la formation des spécialistes et des enquêteurs pour les tests sanguins et à l'acquisition des réactifs. Il convient de rappeler que le découplage des deux composantes de l'enquête a été le résultat d'une analyse approfondie par le comité technique en se basant sur certains facteurs avec leurs incidences de coûts associés : (i) Les délais d'attente pour avoir l'accord du comité d'éthique du prestataire MACRO à travers le CDC-Atlanta ; (ii) La cartographie qui avait déjà été réalisée et qui pourrait souffrir de délais additionnels d'attente prolongée ; (iii) La probable péremption de certains

intrants comme les tests de la qualité de l'eau et les tests de sel iodé ; (iv) La formation des enquêteurs qu'il aurait fallu reprendre pour une mise à jour en plus des risques d'abandon etc.

- (16) Identifié comme un risque potentiel, **la stabilité du personnel de l'enquête** a été cependant moindre et d'ailleurs les mesures de mitigation en place ont permis de limiter son impact. En effet, moins d'une dizaine d'enquêteurs a abandonné les opérations. Ceux-ci ont été immédiatement remplacés par ceux qui avaient déjà été formés et qui étaient sur la liste d'attente. Il convient aussi d'ajouter que les mesures comme le paiement d'une avance de 60% et d'un reliquat de 40% conditionnées par des critères de performances et de la complétude des travaux selon le chronogramme ont permis d'éviter des abandons en pleine collecte. Les abandons enregistrés l'ont été seulement dans les périodes de transition séparant deux déploiements d'une préfecture vers une autre.
- (17) Compte tenu de l'étendue et la relative dispersion des aires de dénombrement, le **défi logistique pour assurer la supervision des agents sur le terrain** s'est révélé réel. En plus de la location des véhicules, la location de motos a été nécessaire à certains endroits inaccessibles du fait de la dégradation des voies parfois plus que ne l'avaient rapporté les équipes de cartographie.
- (18) L'une des causes des retards dans le déploiement des équipes a été **la source d'approvisionnement en énergie pour les tablettes**. Après la phase de Bangui, une étude technique a été commanditée auprès d'un spécialiste pour proposer des sources alternatives pour pallier les défaillances du système d'énergie. En effet la couverture en électricité est presque inexistante dans le pays en dehors de la capitale Bangui. Sur la base des conclusions de cette étude technique, des panneaux solaires d'une valeur globale de 10 millions de FCFA (accessoires compris) ont été acquis avec des batteries de voltage puissant. Après la formation des agents à l'utilisation ainsi qu'au test de résistance effectués, un modèle a été retenu par l'ICASEES. Sur le terrain, les panneaux solaires se sont avérés inefficaces. Finalement après la phase de collecte dans les Régions 1 et 2, vingt (20) groupes électrogènes d'une valeur globale de 3.5 millions FCFA ont été acquis. C'est finalement cette source d'énergie qui a été utilisée avec son corollaire de dépenses supplémentaires en carburants et autres lubrifiants. Il convient de noter que le matériel de panneaux solaires est stocké actuellement à ICASEES et un avis du Comité de Pilotage est requis pour son affectation à un autre usage.
- (19) Sur le plan technique il convient de souligner qu'au début de l'enquête il y a eu un certain nombre de **dysfonctionnement sur le programme de saisie des données** en rapport avec la définition de la période de référence de l'enquête fixée à 2018 qui n'avait pas été actualisée lors du basculement en 2019. Cette situation a pu être réglée bien qu'elle a eu une certaine incidence sur le temps de travail des équipes. En effet du fait de cet incident technique, il était difficile de collecter les informations sur certains groupes cibles par exemple les enfants nés en 2019. Ce type de problème a été relevé pour d'autres variables prenant en compte l'année de l'enquête.

- **Évaluation qualitative :**

*Veillez fournir une évaluation qualitative au niveau de la réalisation globale du programme. Veillez faire ressortir des partenariats clés et expliquer comment ces relations ont eu un impact sur l'atteinte des résultats. Veillez expliquer les questions transversales que vous considérez pertinentes pour les résultats présentés. Pour ce qui concerne les programmes conjoints, veuillez mettre en évidence comment la coordination au sein du système de l'ONU a été affectée à l'appui de la réalisation des résultats.*

- (20) Pour effectuer le paiement des enquêteurs sur le terrain **un partenariat privé a été établi avec la société ORANGE MONEY** pour fournir un service de paiement mobile a été utilisé. Cette approche a permis de décentraliser les paiements et limité le stock de dépenses non justifiées à temps qui autrement auraient eu des répercussions sur les opérations de terrain.

(21) Une fois sur le terrain, des dépenses imprévues pourtant nécessaires devaient être supportées. **Des réseaux informels de commerçants** ont été mis à contribution pour faire parvenir le montant des sommes nécessaires aux équipes d'enquêteurs sur le terrain. Cette expérience pourrait être explorée dans le cadre de projet de plus large spectre comme les campagnes de vaccination qui occasionnent parfois le convoyage de sommes importantes par voie routière.